

Unité départementale du Hainaut  
Parc d'Activités de l'Aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes cedex

Prouvy , le (cf. date de signature)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Stoelzle de Masnières Parfumeries**

Route Nationale  
59241 MASNIERES

Références : 2022-V1-084

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2022 dans l'établissement Stoelzle de Masnières Parfumeries implanté Route Nationale 59241 MASNIERES. L'inspection a été annoncée le 17/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Stoelzle de Masnières Parfumeries
- Route Nationale 59241 MASNIERES
- Code AIOT dans GUN : 0007002425
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société STOELZLE DE MASNIERES PARFUMERIE est une verrerie produisant du verre creux (flaconnage) destiné à la parfumerie et aux cosmétiques. Cette verrerie a été rachetée par le groupe STOELZLE au groupe BORMIOLI ROCCO en 2014. Cet établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 20 mars 1989, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juillet 2016. Il est de plus soumis à l'obligation de mise en œuvre des meilleures techniques disponibles conformément à la Directive IED, pour son activité relative à la rubrique 3330 – fabrication du verre.

Le rapport d'instruction du porter à connaissance en date du 08/02/2021 sur la modification du four 5 modifie l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juillet 2016, et autorise la production à partir de 2 fours fonctionnant au gaz naturel de capacités :

- four 3 : 135 tonnes/jour – reconstruction à programmer ;
- four 5 : 125 tonnes/jour.

Les fours des verreries ayant une durée de vie limitée, le four 3 a été « coulé » et mis en sécurité le 10 mai 2015 avant une reconstruction qui n'a pas encore été programmée à ce jour.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/03/2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
APMD du 30/03/2021	AP de Mise en Demeure du 30/03/2021, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection porte sur le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/03/2021, qui demande le respect de l'article 8.4.3 de l'APC du 16 07 2016, en mettant en place sur le site des moyens de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre.

La visite d'inspection a permis de constater la mise en place de moyens de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre. L'exploitant a donc respecté les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/03/2021.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** APMD du 30/03/2021

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/03/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassins de rétentions des eaux incendies
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société STOELZLE MASNIERES PARFUMERIE dont le siège social est situé Route Nationale, 59241 à MASNIERES est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.4.3 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2016 pour son établissement situé Route Nationale, 59241 à MASNIERES :</p> <p>"L'exploitant est tenu de mettre en place toutes les mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. Le volume nécessaire à ce confinement est conforme aux résultats de l'étude mentionnée au point 8.4.2. de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2016."</p> <p>La mise en place des mesures sera effective au plus tard le 31 décembre 2021.</p>
<p><b>Constats :</b> La visite d'inspection a permis de constater la présence effective de 2 bassins opérationnels de confinement des eaux incendie. Un premier bassin est dédié à la zone dite "entrepôt", le second bassin est dédié à la zone dite "fabrication". En cela, l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/03/2021 est respecté.</p> <p>L'exploitant a transmis les PV justifiant des volumes réels des bassins et justifiant de l'étanchéité des bâches. Les volumes réels sont supérieurs aux volumes déterminés dans l'étude de dimensionnement.</p> <p><u>Description de la solution technique mise en oeuvre :</u></p> <p>Les deux bassins sont des bassins mutualisés. Ils servent à la fois au tamponnement des eaux pluviales du site et au confinement des eaux potentiellement polluées en cas d'incendie. Les deux bassins ont été dimensionnés conformément à la note de gestion des eaux pluviales au sein des ICPE soumises à autorisation de 2017 de la DREAL Hauts-de-France, et notamment son article 2.2.</p> <p>Le bassin "entrepôt" dispose d'un volume disponible de 3 184 m3 selon le relevé géomètre réalisé après travaux. L'évacuation des eaux pluviales est gravitaire. Un séparateur hydrocarbures est installé en aval du bassin. Les eaux pluviales sont rejetées dans le rejet existant au canal. Une vanne manuelle permet l'isolement du bassin qui fait alors office de bassin de confinement.</p> <p>Le bassin "fabrication" dispose d'un volume disponible de 2 264 m3 selon le relevé géomètre réalisé après travaux. L'évacuation des eaux pluviales est réalisé par l'intermédiaire de 2 pompes de relevage fonctionnant en automatique avec 2 capteurs de niveaux haut. Le premier niveau haut déclenche la première pompe et le niveau haut déclenche la seconde pompe. Un séparateur hydrocarbures est installé en aval du bassin. Les eaux pluviales sont rejetées dans le rejet existant de l'Escaut. Une armoire de gestion des pompes de relevage permet d'isoler le bassin. En cas d'alarme incendie sur le site ou en cas de défaut sur le séparateur hydrocarbure, les pompes de relevage sont automatiquement arrêtées. Les pompes peuvent également être arrêtées manuellement au niveau de l'armoire de commande.</p>

En cas de procédure incendie, l'exploitant ferme manuellement la vanne du bassin "entrepôt". Les 2 pompes du bassin "fabrication" s'arrêtent automatiquement. Une vérification visuelle est prévue afin de s'assurer de l'arrêt effectif des 2 pompes.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit finaliser la mise à jour de ses procédures sur la gestion des bassins et le confinement de ceux-ci en cas d'incendie. L'exploitant doit également mettre à jour son POI pour intégrer les mesures de confinement des bassins.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite – proposition d'abrogation de l'APMD du 30/03/2021
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet